

En Europe, le “cri de désespoir” des femmes face aux violences de genre

mardi 30 novembre 2021, par [Courrier International](#) (Date de rédaction antérieure : 25 novembre 2021).

En ce 25 novembre, journée mondiale contre les violences faites aux femmes, le journal numérique espagnol *Público*, classé à gauche, s'indigne d'un fléau qui frappe encore durement le continent européen, malgré les avancées et les dénonciations.

De [Londres](#) à [Bruxelles](#), en passant par [Paris](#) et [Madrid](#), le fléau des violences faites aux femmes est toujours latent. Alors que le 25 novembre marque la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, [le quotidien numérique espagnol *Público*](#) assure que ce problème reste grandement préoccupant sur le Vieux Continent.

Selon le média de gauche, dans l'Union européenne, une femme sur trois a subi des violences physiques ou sexuelles au cours de sa vie. Une sur deux a été victime de harcèlement. Une sur dix a été victime d'un viol. À ces données glaçantes s'ajoute une forme de “*négationnisme*” (dans ce contexte, le refus de considérer les agressions) : “*Un Européen sur cinq culpabilise et responsabilise les victimes ; 27 % pensent que les rapports sexuels sans consentement peuvent parfois être justifiés.*”

Les confinements liés au [Covid-19](#) ont aggravé la situation, transformant les foyers en “*prison pour de nombreuses femmes battues*”, s'inquiète la journaliste María G. Zornoza. En [France](#) par exemple, les violences conjugales ont augmenté de 10 % en 2020, d'après le ministère de l'Intérieur. De son côté, l'[Organisation des nations unies](#) qualifie de “*pandémie de l'ombre*” les violences sexistes survenues pendant la crise sanitaire.

En Espagne, la journée du 25 novembre - surnommée le “25-N” - est largement traitée dans les médias, [en témoigne l'édition spéciale d'*El Periódico de Catalunya*](#).

Ce pays d'Europe du Sud est souvent pris en exemple par ses mesures pionnières dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Dès 2004, les députés espagnols avaient voté la loi dite “*de protection intégrale*” contre ces types de violence, avec des mesures comme la spécialisation des tribunaux et le recours au bracelet antirapprochement pour les agresseurs.

Une prise de conscience sociale “croissante”

Cependant, la situation varie en Europe malgré le “*cri de désespoir*” de milliers de femmes, prévient *Público*. Ce 25-N a lieu “*dans un moment de régression de l'Union européenne (UE) en raison des politiques promues par les gouvernements ultraconservateurs de [Hongrie](#), de [Pologne](#) et de [Slovénie](#)*”.

Six États membres de l'UE - [Bulgarie](#), [République tchèque](#), [Slovaquie](#), [Lettonie](#), [Lituanie](#) et Hongrie - n'ont pas ratifié la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (ou Convention d'Istanbul), adoptée en 2011 et entrée en vigueur en 2014. La Pologne, dirigée par le parti de droite nationaliste PiS,

souhaite en sortir, “*affirmant qu’elle est ‘politisée par la gauche’*”, ajoute María G. Zornoza.

Dans le même temps, le fléau de la violence de genre a permis “*une prise de conscience sociale croissante qui donne progressivement une voix à la culture du silence*”, remarque le journal, citant l’exemple de [MeTooEP](#) (combinaison de [#MeToo](#) et de [Parlement européen](#)). Ce blog permet de recueillir des témoignages anonymes de harcèlement sexuel au sein de l’institution européenne.

Courrier International

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/vu-despagne-en-europe-le-cri-de-desespoir-des-femmes-face-aux-violences-de-genre>